



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2012 – DLP-BUPE- *473* du 24 SEP. 2012

mettant en demeure la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE de respecter les prescriptions énoncées aux articles 10 et 11 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 pour ses installations du Train à Chaud situées sur les communes de Hayange et Sérémange-Erzange

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012- A - 30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 autorisant la société SOLLAC à poursuivre l'exploitation de son Train à Chaud situé sur le territoire des communes de Hayange et Sérémange-Erzange ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 18 septembre 2012 ;

CONSIDERANT qu'une partie des effluents récupérés en amont de la station de traitement des eaux est directement rejetée dans le milieu naturel, la Fensch ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas de procédure de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement de la station ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle ;

ARRETE

Article 1

La société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE est mise en demeure de respecter, pour son installation du Train à Chaud située sur les communes de Hayange et Sérémange-Erzange, la disposition de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-186 du 26 juillet 1999, prévoyant que « *Il ne sera toléré aucun rejet direct à la Fensch* » dans un délai de dix mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées un bilan d'étape des actions réalisées, en cours, et programmées dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

La société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE est mise en demeure de respecter, pour son installation du Train à Chaud située sur les communes de Hayange et Serémange-Erzange, la disposition de l'article 11 de l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-186 du 26 juillet 1999, prévoyant que « *L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation* », dans un délai de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 4 : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de THIONVILLE, les Maires de SEREMANGE-ERZANGE et d'HAYANGE , les Inspecteurs des Installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Metz, le 24 SEP. 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DU CRAY